

**Zeitschrift:** The Swiss observer : the journal of the Federation of Swiss Societies in the UK

**Herausgeber:** Federation of Swiss Societies in the United Kingdom

**Band:** - (1929)

**Heft:** 378

**Rubrik:** Prepaid subscription rates

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 16.02.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# The Swiss Observer

Telephone: CLERKENWELL 9595

Published every Friday at 23, LEONARD STREET, LONDON, E.C.2.

Telegrams: FREPRINCO, LONDON.

VOL. 9—No. 378

LONDON, JANUARY 19, 1929.

PRICE 3d.

## PREPAID SUBSCRIPTION RATES

UNITED KINGDOM AND COLONIES	3 Months (13 issues, post free) -	36
	6 Months (26 issues, post free) -	72
SWITZERLAND	3 Months (13 issues, post free) -	36
	6 Months (26 issues, post free) -	72

(Swiss subscriptions may be paid into Postcheck-Konto  
Basle V 5718.)

## HOME NEWS

The Grand Conseil of Vaud at the last sitting of the present session voted a credit of Frs. 367,500 towards relaying of roads and repairing other damage caused by the abnormal visitation of storm and flood in August and October last.

The Grosse Rat of Basle has voted Frs. 65,000 for the purchase of motor fire engines.

A Communist proposal in the Basle Grosse Rat to vote a state subsidy in favour of a local mandoline orchestra was defeated by a small majority.

The holding of motor-car, motor-cycle and ordinary cycle races has been prohibited in the canton Aargau.

A remarkable but characteristically Swiss dispute has arisen between the cantonal and municipal authorities in Berne. In order to regulate local traffic the town fathers had decreed that it was an offence to overtake a stationary tramcar—a rule which is already in force in a good many cities. The cantonal authorities held that the town fathers had gone beyond their powers and that their decree lacked the legal authority—so things will remain as they were.

A large stock of films was destroyed by a fire which broke out in the centre of Berne, in a building partly occupied by the Bernese Gewerbebänk. The whole of the municipal fire brigade was called out.

Nat. Counc. Paul Maillefer died in Lausanne at the age of 68. Born of poor parents, he started his career as a teacher and pursued his studies at the Lausanne university, of which he was later on appointed professor of history. He is the author of several works, notably one dealing with the history of the Canton Vaud. He interested himself early in politics on the Radical side, and was a member of the National Council since 1911 (see Extracts).

Dr. Gottlieb Ringier, chancellor of the Swiss Legation from 1881 to 1909, died in Berne at the age of 92.

## EXTRACTS FROM SWISS PAPERS.

**Mort de M. Maillefer.** Maillefer était un *self made man*. Né à Ballaigue en 1862, il commença ses études dans les cantons de Neuchâtel et de Zoug et les termina à Lausanne, où il obtint sa licence ès lettres, après avoir soutenu une thèse élégante sur les *Élégiques latines*.

Nommé professeur au Collège cantonal à Lausanne, il y enseigna de 1887 à 1894. Dr. ès lettres en 1892, il fut agrégé la même année à titre de privat-docent et nommé professeur à l'Université en 1895; il enseigna en même temps à l'Ecole normale de 1900 à 1909.

M. Maillefer s'était spécialisé dans l'étude de l'histoire. Il avait fondé et rédigé longtemps la *Revue historique vaudoise*, où il a inséré de très nombreux travaux. Parmi ses ouvrages il faut citer sa *Contribution à l'histoire de la Révolution helvétique*; *L'histoire du canton de Vaud dès ses origines*, oeuvre destinée au grand public, mais où il faut prouver d'érudition solide et de probité scientifique; deux volumes d'*Histoire générale*, destinés à l'enseignement secondaire, qui ont été adoptés dans les cantons romands.

Journaliste à ses heures, il collaborait de préférence à la *Revue*, lui envoyant chroniques historiques et chroniques fédérales; il s'intéressait activement à diverses entreprises humanitaires et philanthropiques, et faisait partie, notamment, de la commission fédérale de la Fondation Carnegie pour les sauveteurs.

De bonne heure, Maillefer, affilié au parti radical, s'était mêlé activement à la vie politique de son canton. Conseiller municipal dès 1893, député au Grand Conseil tant que la loi sur les incompatibilités le lui permit, membre de la municipalité de Lausanne de novembre 1894 à décembre 1899 (il créa alors les écoles ménagères et les écoles enfantines officielles), puis dès janvier 1910, et chargé alors des services industriels, il devait être élu syndic de Lausanne, en remplacement d'André Schnetzler, le 13 décembre 1910.

En raison de son expérience, de ses talents administratifs et aussi de la culture de son esprit et de ses dons oratoires, Maillefer remplit ce poste important et difficile avec dignité. La ville de Lausanne a eu en lui un premier magistrat impartial, qui avait continué dignement de belles traditions. Sa gestion pendant les années de guerre, ses efforts judicieux et intelligents lui avaient valu la reconnaissance de tous ses administrés. Il a de plus beaucoup contribué au développement de Lausanne du point de vue industriel et surtout commercial par la création d'un quartier industriel dans la vallée du Flon, d'un bâtiment pour l'Ecole de métiers et les cours professionnels, la restauration du vieil Evêché, l'agrandissement des installations de forces motrices au Bois-Noir, etc.

Rentré au Grand Conseil en septembre 1912, Maillefer devait le présider avec brio en 1919-1920. Entre temps, il avait été élu conseiller national (1911) et avait acquis au Parlement une place en vue. Il avait rapporté au nom de plusieurs commissions importantes (forces hydrauliques, fabriques, automobiles et navigation aérienne. Code pénal, S. de N., chemins de fers, etc.) et était intervenu à plusieurs reprises avec énergie contre l'abus des pleins pouvoirs, contre la socialisation étatiste et centralisatrice, contre de lâches amnisties, contre la mainmise de l'Etat fédéral sur la production et les échanges.

Le 6 décembre 1926, dans la journée mémorable où les ambitions présidentielles de M. Grimm s'évanouirent, toutes les forces parlementaires bourgeoises se concentrèrent sur le nom de M. Maillefer, qui fut brillamment élu à la présidence: ses collègues n'eurent pas à le regretter, car il était clair, précis, expéditif autant que conciliant et ferme.

La popularité de Maillefer n'était cependant pas aussi grande qu'il le croyait. Candidat officiel du Canton de Vaud au Conseil fédéral au moment où M. Decoppet donna sa démission, en décembre 1919, il s'était vu préférer M. Ernest Chuard, dont il fallut en quelque sorte forcer la main. Et cet échec lui fut, comme de juste, très pénible.

Dans le canton de Vaud, cependant, son prestige n'en souffrit pas et il continuait à bénéficier de la confiance de ses concitoyens; il avait été réélu l'automne dernier, avait siégé à Berne pendant la session de décembre et participé aux manifestations en l'honneur de M. Pilet-Golaz.

—*Journal de Genève.*

**Eine der schweizerischen Oeffentlichkeit unbekannt gebliebene Blamage unseres Auswärtigen.**—Man wird vieles inne, was unsere Berner Diplomatie leistet und nicht alles ist erfreulich. Aber dann und wann entgeht der öffentlichen Kenntnis ein dem schweizerischen Ansehen im Ausland wenig vorteilhafter Schnitzer und oft vernimmt man erst nach Jahren davon. Kurz vor dem jüngst stattgehabten Regierungswechsel in Argentinien veröffentlichte das abgetretene auswärtige Ministerium von Buenos Aires noch den Notenwechsel mit dem Auswärtigen Departement des Schweizerischen Bundesrates, den zu führen es im Laufe des Jahres 1927 von Bern aus veranlasst wurde. In der Schweiz hatte niemand eine Ahnung von dieser zwar nicht weltbewegenden, aber gerade wegen ihrer Kleinlichkeit für uns widrigen Sache. Die diesen Notenwechsel zugrunde liegende Tatsache ist folgende: Ein argentinischer Bürger, Pierre Hypolite Léger, wohnte früher in Genf. Er hatte das Unglück, geistiger Umnachtung anheimzufallen und musste im gefürchteten Irrenhause Belair untergebracht werden. Bei seiner Internierung hatte er noch ziemliche Barmittel, die indessen durch die Asylopflege sich zu erschöpfen drohen. Und wenn dem Gast das Geld zu schwinden beginnt, dann nimmt beim Schweizer die gastfreundliche Gesinnung ab. Darin sind wir gleich grosszügig und weitherzig, wir Schweizer, ob welsch oder deutsch. Die Genfer Behörde wurde also vorstellig beim auswärtigen Departement in Bern und dieses veranlasste, ohne weitere Prüfung der Sachlage unseren Minister in Buenos Aires, der argentinischen Regierung kurz weg eine Note zu unterbreiten, worin der Bundesrat dieser eröffnete dass ihr der bald mittellose werdende Bürger Léger zur väterlicher Verfügung stehe und sie aufgefordert sei, die argentinische Gesandtschaft in Bern anzuweisen, die Heimbeschaffung dieses kranken Argentiniers in die Wege zu leiten. Darauf gab die argentinische Regierung am 20. Juni 1927 unserem Minister zur Antwort, sie habe mit Befremden von der gastrechtlichen Auffassung des schweizerischen Bundesrates einem armen, argentinischen Bürger gegenüber Kenntnis genommen und wolle selbstverständlich nicht, dass dieser dem schweizerischen Bundesstaate und dessen Canton Genf zur Last falle. Nur müsse sie bei dieser Gelegenheit darauf aufmerksam machen, dass im internationalen Verkehr das Prinzip des Gegen-

rechtes gelte. Argentinien besitze eine Reihe von Irrenanstalten, welche der argentinische Bund unterhalte, weitere gehören den Provinzen. In den ersteren befinden sich seit langem 31 völlig mittellose Schweizer, die Argentinien ohne weiteres aufzunehmen und wie eigene Bürger zu verpflegen als eine selbstverständliche Pflicht erachtet habe. Die Liste derselben sei der Note beigelegt. "In Erwiderung der Note," so schreibt der argentinische Ausseeminister an unseren Gesandten, "habe ich Ihrer Exzellenz mitzuteilen, es sei erwiesen, dass der erwähnte Léger argentinischer Bürger ist, und indem ich den Wünschen des Herrn Ministers in seiner Note vom 21. April entgegenkomme, habe ich unter heutigem Datum der argentinischen Gesandtschaft in der Schweiz Instruktionen zur sofortigen Heimbeförderung Légers erteilt. Zur gleichen Zeit bestätige ich aber besonders, dass die Argentinische Republik, die sich allzeit um das Los der Schweizerbürger im Lande hier gekümmert hat, feststellen musste, es sei eine ziemliche Anzahl derselben in den Irrenanstalten unseres Staates untergebracht. Ich bitte daher den Herrn Minister, auch er möge das Nötige für deren Heimbeförderung nach der Schweiz veranlassen, damit ihnen gegenüber das nämliche Verfahren zur Anwendung gelange, das der Schweiz dem einen argentinischen Bürger gegenüber angebracht erscheint."

Wer von den Lesern spürt aus diesen Worten nicht wie Geisselhebe die leider berechtigte Lektion über internationale Schicklichkeit, welche die argentinische Regierung hier der unserigen erteilen muss? Das Volk muss für seine Regierung erteilen. Herr Minister Egger meldete die argentinische Note natürlich ins Bundeshaus und erst jetzt werden die Herren Motta und Dinichert begriffen haben, dass sie wieder einmal lätz manövierten. Eilends wurde nach Buenos Aires zurückberichtet, unter diesen Umständen—mit andern Worten, da der Vorteil bei der Schweiz liege—verzichte man natürlich auf Heimbeschaffung Légers und bitte die argentinische Regierung, auch die 31 armen Schweizer in den dortigen Irrenhäusern weiter auf argentinische Kosten zu verpflegen. Und die argentinische Regierung liess es dabei bewenden. Erst bevor sie einer neuen Platz machte, fand sie es—aus welchem Grunde, wissen wir nicht—doch noch für angezeigt, diesen für die schweizerische Eidgenossenschaft peinlichen und blamablen Notenwechsel amtlich zu publizieren. Und so drang die Kunde von diesem diplomatischen Schildbürgerstückli erster Güte von Buenos Aires nach Ragaz.

Seit ihrem Bestehen war die argentinische Bundesrepublik eine begeisterte Freundin der schweizerischen Eidgenossenschaft und jedenfalls eine mindestens so aufrichtige wie das fascistische Italien. Es gibt in Argentinien mehr Schweizer als in Italien und sie genossen dort hohes Ansehen und warme Sympathien. Argentinien ist ein Land, das bei seiner noch lang nicht abgeschlossenen, hoffnungsfreudigen Entwicklung unserer Industrie und unserem Handel Positionen eröffnet, um die wir umso dankbarer sein können, als man uns in Europa mehr und mehr ausschaltet. Und einem solchen Land gegenüber begeht unser auswärtiges Departement die unqualifizierbare Grobheit, die Heimbeschaffung eines bis zur Stunde noch aus eigenen Mitteln seine Pflege bestreitenden, geisteskranken Bürgers zu beantragen, während man die 150,000 Italiener in der Schweiz geradezu verhätschelt und ihnen Rechte einräumt, die sie daheim nie besitzen, davon nicht zu reden, dass Italien den 14,000 Schweizern, die von Mussolini noch geduldet werden, irgendwie Gegenrecht hielte.

Wir waren lange der Ansicht, dass die wiederholt beantragte parlamentarische Aufschickungskommission des auswärtigen Departementes doch eine zu demütigende Zumutung sei. Heute, nach Kenntnisnahme dieser erstklassigen Blamage, finden auch wir, wenn kein gründlicher Personalwechsel im auswärtigen Departement stattfindet, sei eine solche Kommission eine Notwendigkeit. Und übrigens, um auch das noch beizufügen, wäre es die Pflicht unseres Gesandten in Buenos Aires gewesen, ehe er sich blindlings zum Briefträger des schliesslich mit den Verhältnissen in Argentinien weniger vertrauten Bundesrates machte, die Situation zu überprüfen und eventuell heimzuberichten, dass die Ueberreichung einer solchen Note nicht opportun sei. Nur zur Repräsentation bei Festen und Gelagen brauchen wir keine Diplomaten in allen Windrosen der Welt.

—*Schweizerische Republikanische.*

Drink delicious "Ovaltine"  
at every meal—for Health!